Envoyé en préfecture le 05/02/2026
Reçu en préfecture le 05/02/2026
Publié le
ID : 035-213501315-20260205-DCM2026_I_17-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE L'HERMITAGE (ILLE ET VILAINE) EN DATE DU 3 FEVRIER 2026

L'an deux mille vingt-six, le mardi trois février à vingt heures, le Conseil municipal de la Commune de L'HERMITAGE s'est réuni en session ordinaire au nombre prescrit par la loi à la salle Xavier Grall sous la présidence de monsieur André CHOUAN, Maire, après avoir été convoqué le vingt-huit janvier conformément aux dispositions des articles L 2121-10 et 2121-12 du Code général des collectivités territoriales. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la Mairie le vingt-huit janvier deux mille vingt-six.
Nombre de conseillers en exercice.....: 27
Nombre de conseillers présents .....: 20
Nombre de conseillers votants .....: 24
Date d'affichage des délibérations.....: 04/02/2026

Présents : Mr CHOUAN, Maire, Mme GUITTENY, Mr GAUTRAIS, Mme DAOULAS, Mr ECOLLAN, Mme FAUDE, Mr PENHOUET, Mr JOUANNY-RAMEY, adjoints, Mme LEMOINE, Mr POISLANE, Mme JOUET, Mr DUGUE, Mme LEPAGE, Mr FERRE, Mme COLLIAUX, Mr DEVALAND, Mme JUET, Mme ESCADAFALS-BIDAUX, Mr BERTHOU, Mme MAUGARS

Excusés : , Mme PREIS (pouvoir à Mr Jouanny-Ramey) Mr BOURGEOIS (pouvoir à Mr Devaland), Mr TILLON (pouvoir à Mr Dugué) Mr FRIN (pouvoir à Mr Poilasne)
Absents : Mme GUYOMARD, Mr KERGASTEL, Mr DIAGANA

Mr FERRE a été élu secrétaire de séance conformément à l'article L. 2121-15 du Code général des collectivités territoriales.

DELIBERATION 2026-I-17 – FINANCES LOCALES – ADMISSIONS EN *NON*-VALEUR – TITRES DE RECETTES IRRECOUVRABLES
(Rapporteur : M. ECOLLAN)

L'extinction de créances est proposée au Conseil municipal par le comptable pour les titres de recettes régulièrement émis dont le recouvrement ne peut être poursuivi. Il en est ainsi des créances ou reliquats inférieurs à 30 €, ou de celles qui ne peuvent faire l'objet d'aucun encaissement, du fait de l'insolvabilité du recevable, de sa non-localisation ou du refus de visa de poursuite exprimé par l'ordonnateur.

Les services du Trésor Public ne peuvent recouvrer les redevances suivantes émises en 2019, 2020, 2021 et 2022 et sollicitent l'extinction de ces créances :

Titre n°2021 R-62021-1-1 de 10.22 €
Titre n°2021 R-32021-1-1 de 32.00 €
Titre n°2021 R-42021-1-1 de 43.82 €
Titre n°2021 R-12021-1-1 de 49.24 €
Titre n°2021 R-22021-1-1 de 50.57 €
Titre n°2021 R-52021-1-1 de 89.46 €
Titre n°2021 R-72021-2-1 de 4.73 €
Titre n°2021 R-102021-5-1 de 4.73 €
Titre n°2021 R-122021-5-1 de 4.73 €
Titre n°2022 R-22022-5-1 de 4.85 €
Titre n°2019 R-12019-138-1 de 8.84 €
Titre n°2021 R-112021-141-1 de 9.60 €
Titre n°2019 R-72019-127-1 de 12.48 €
Titre n°2019 R-42019-138-1 de 12.48 €
Titre n°2019 R-22019-132-1 de 12.48 €
Titre n°2021 R-82021-43-1 de 14.42 €
Titre n°2021 R-72021-130-1 de 15.53 €
Titre n°2020 R-32020-134-1 de 15.95 €
Titre n°2021 R-22021-139-1 de 19.20 €
Titre n°2019 R-102019-140-1 de 20.43 €
Titre n°2020 R-122019-135-1 de 25.26 €
Titre n°2020 R-62020-108-1 de 25.45 €
Titre n°2021 R-122020-134-1 de 28.71 €
Titre n°2021 R-32021-139-1 de 28.80 €
Titre n°2021 R-102021-148-1 de 28.80 €
Titre n°2021 R-42021-134-1 de 30.66 €
Titre n°2019 R-112019-131-1 de 37.44 €
Titre n°2019 R-52019-135-1 de 37.44 €
Titre n°2021 R-52021-167-1 de 19.20 €
Titre n°2021 R-42021-161-1 de 30.94 €
Titre n°2021 R-22021-168-1 de 60.80 €
Titre n°2021 R-32021-170-1 de 66.69 €
Titre n°2020 R-112020-164-1 de 73.29 €
Titre n°2021 R-72021-160-1 de 165.69 €
Titre n°2021 R-112021-179-1 de 56.21 €
Titre n°2021 R-102021-187-1 de 61.32 €
Titre n°2021 T 390-1 de 316.84 €
Titre n°2021 T 390-2 de 1 938.40 €
Titre n°2020 R-112020-213-1 de 30.68 €
Titre n°2020 R-92020-208-1 de 29.34 €
Titre n°2020 R-82020-60-1 de 146.75 €
Titre n°2022 R-22022-234-1 de 3.29 €
Titre n°2022 R-62022-247-1 de 1.22 €
Titre n°2022 R-52022-248-1 de 1.78 €
Titre n°2022 R-32022-326-1 de 0.30 €
Titre n°2022 R-12022-199-1 de 5.24 €
Titre n°2022 R-22022-311-1 de 3.17 €
Titre n°2022 R-112022-312-1 de 4.85 €
Titre n°2022 R-12022-246-1 de 3.29 €
Titre n°2021 R-42021-290-1 de 25.60 €
Titre n°2021 R-82021-84-1 de 31.62 €
Titre n°2021 R-32021-303-1 de 60.80 €
Titre n°2021 R-52021-303-1 de 80.00 €
Titre n°2021 R-62021-304-1 de 99.20 €
Titre n°2022 R-32022-23-1 de 5.24 €

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au Représentant de l'Etat et de sa notification ou de sa publication.

Envoyé en préfecture le 05/02/2026
Reçu en préfecture le 05/02/2026
Publié le
ID : 035-213501315-20260205-DCM2026_I_17-DE

Titre n°2021 R-92021-140-1 de 38.40 €
Titre n°2021 R-12021-139-1 de 38.40 €
Titre n°2019 R-62019-138-1 de 40.56 €
Titre n°2021 R-62021-135-1 de 41.60 €
Titre n°2019 R-92019-136-1 de 43.68 €
Titre n°2021 R-52021-137-1 de 45.99 €
Titre n°2020 R-112020-134-1 de 47.85 €
Titre n°2020 R-12020-143-1 de 48.06 €
Titre n°2019 R-32019-134-1 de 49.92 €
Titre n°2020 R-92020-128-1 de 54.23 €
Titre n°2020 R-72020-106-1 de 65.06 €
Titre n°2020 R-102020-134-1 de 68.04 €
Titre n°2020 R-82020-39-1 de 78.24 €
Titre n°2020 R-22020-139-1 de 86.16 €
Titre n°2021 R-22021-154-1 de 6.40 €
Titre n°2021 R-12021-154-1 de 9.60 €
Titre n°2021 R-72021-145-1 de 10.22 €
Titre n°2021 R-62021-150-1 de 25.55 €
Titre n°2021 R-52021-152.1 de 25.33 €
Titre n°2020 R-102020-150-1 de 28.71 €
Titre n°2020 R—92020-144-1 de 38.28 €
Titre n°2021 R-122020-150-1 de 41.68 €
Titre n°2021 R-112021-156-1 de 61.33 €
Titre n°2020 R-112020-151-1 de 61.47 €
Titre n°2021 R-102021-163-1 de 66.43 €
Titre n°2020 T-18-1 de 414.00 €

Soit un total de 5 535.48 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :
- Décide d'admettre en non-valeur la créance telle que proposée ci-dessus pour un montant total de 5 535.48 € ;
- donne délégation à M. le Maire pour signer tous actes se rapportant à l'exécution de cette délibération ;
- précise que cette dépense sera imputée à l'article 6541 « créances admises en non-valeur » prévu à cet effet au budget principal.

(Votants : 24)
Abstention : 0
Contre : 0
Pour : 24

Pour extrait conforme,
Le 3 février 2026

Le secrétaire de séance,
Mr FERRE

Le Maire,
André CHOUAN

La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au Représentant de l'Etat et de sa notification ou de sa publication.